Femmes et champ politique en Algérie: une démarche graduelle

Mustapha KARADJI

*Professeur, Faculté de Droit et de Sciences Politiques
Université Djillali LIABES – Sidi Bel Abbès*

Introduction

Entreprendre une étude sur la participation politique de la femme en Algérie constitue, à notre avis, un des terrains les plus difficiles en raison de l'absence d'indicateurs réels pour mesurer du moins sur le plan sociologique, l'ampleur ou l'absence de ce phénomène. Il s'agit d'un objet provoquant qui suscite toujours un débat public qui se réanime à des moments critiques particulièrement lors d'événements liés à la question féminine¹. Il est vrai que ce terrain est vierge mais toute étude peut paraître en contradiction avec des référents sociaux, culturels et religieux. Pourtant, personne ne peut nier le rôle qu'a joué la femme algérienne dans la lutte de libération nationale et dans la construction post-coloniale. En effet, cette participation ne peut être qualifiée d'occasionnelle en raison de la nature du mouvement de libération qui n'a pas été un mouvement furtif mais un mouvement qui s'inscrit dans le temps par son ampleur et sa densité à changer le cours de l'histoire. Actrices principales et indispensables du mouvement de libération, les femmes ont disparu de la sphère politique. Par cette négation, leur activité politique est devenue rare et discrète. Selon l'office national des statistiques, l'Algérie compte au titre du recensement de 2008 34.080.030 millions d'habitants dont 16.847.283 millions de femmes et 17.232.747 millions d'hommes², ce qui signifie qu'elles constituent la moitié de la population. Malgré cette tendance progressive d'ailleurs, l'Algérie se retrouve au 121^{ème} rang sur 134 pays en 2001 en égalité de genre selon le Forum économique mondial avec un score de 0.5991³. Quant au classement mondial relatif aux femmes dans les parlements nationaux arrêté au 31 décembre 2011, l'Algérie arrive à la 120^{ème} position sur 143 pays avec un taux de 8,0% de femmes dans la chambre basse (A.P.N) et 5,1% pour le Sénat. A titre indicatif et comparatif, ce taux de présence de femmes dans les assemblées élues est de 26% en Tunisie (34^{ème}), 17% et 2,2% au Maroc (77^{ème}), 22% et 14,3% pour la Mauritanie (55^{ème}) et de 7,5% pour la Libye (123^{ème})⁴. Cette tendance à la baisse vient de connaître une augmentation par l'élection de 145 femmes à l'Assemblée Populaire Nationale suite aux élections législatives de mai 2012. Aussi est-il nécessaire de comprendre cette démarche constitutionnelle et législative qu'entreprend le pouvoir qui peut paraître innovante mais ne reflète en vérité qu'un mouvement continu, progressif adossé à une réforme globale. Il s'agit de saisir les soubassements de cette démarche et les obstacles sur lesquels se heurtent l'activité politique des femmes algériennes (section I) et les moyens de les surpasser (section II).

Section : Les obstacles sur lesquels se heurte l'activité politique des femmes

La participation de la femme à la vie politique désigne selon certains « *toute activité menée par des femmes membres du gouvernement, élues parlementaires ou municipales, responsables d'entreprises publiques, membres de partis politiques et les femmes actives dans les associations et les organisations* »⁵. Cependant, la réalisation de cet objectif demeure une contrainte majeure dans la mesure où l'accession au pouvoir ne peut se réaliser sans le temps élément qui manque aux femmes. D'ailleurs, les valeurs de la société comme référents sociaux et religieux ne permettent pas

¹ Dimitria PAPADOPOULOU, "La journée internationale de la femme dans la presse écrite hellénique" : médiatisation d'un événement, thèse, Université Paris- Est, 2011, p. 9.

² Données disponibles sur www.ons.dz

³ The Global Gender Gap, Report 2011, World Economic Forum, Genève, Suisse, 2011, iii, disponible sur www.GlobalGenderGap.org

⁴ Données disponibles sur www.ipu.org

⁵ Hamida EL BOUR et autres, « Médiatisation de la participation politique de la femme en Algérie, au Maroc et en Tunisie », (Rapport de synthèse de l'exercice médias), juin 2009, p. 8.

l'émergence d'une participation politique de la femme, ce qui constitue, à notre avis, le premier niveau de la démarche méthodologique du législateur algérien. Pour certains auteurs, les entraves à l'émergence d'une participation plus active de la femme tiennent essentiellement à des choix politiques et socio-économiques de l'Etat⁶. Retenues ailleurs par une répartition sexiste des rôles, les femmes sont absorbées par la sphère privée qui devient un moyen de justifier la présence des hommes dans la sphère publique. Cette exclusion était nécessaire pour construire l'Etat avec des institutions masculines. Cette situation a été très bien décrite par Victor Hugo dans sa lettre à Léon Richer. Il estimait que la femme « *ne possède pas, elle n'est pas en justice, elle ne vote pas, elle ne compte pas, elle n'est pas. Il y a des citoyens, il n'y a pas de citoyennes. C'est là un état violent, il faut qu'il cesse* »⁷. Cette structuration masculine a, par le temps, été légitimé dans l'imaginaire collectif⁸. Il faut noter que cette tendance ne se limite pas à l'imaginaire mais se manifeste également sur le plan linguistique. En effet, lorsque l'usager privilégie la forme masculine, il ne fait que cacher, à travers la langue, la femme ou la subordonne à l'homme. Cette défaillance témoigne de l'importance du pouvoir culturel où s'enracine et se perpétue le pouvoir des hommes sur les femmes⁹. D'ailleurs, une étude consacrée à la Déclaration des droits de l'Homme démontre que la Déclaration est attribuée à l'homme au sens masculin et qu'elle était destinée à l'origine aux hommes à l'exclusion des femmes. Il s'agit d'un détournement du mot homme au profit du mâle alors qu'il désignait l'espèce¹⁰. Cette déconstruction linguistique a amené l'auteur à proposer de renommer la Déclaration des droits de l'Homme par la Déclaration des droits de la personne ou la Déclaration des droits humains. Par conséquent, dans le droit comme dans la représentation politique, le masculin est englobant et le féminin assimilé¹¹. En effet, le fait de voter pour les femmes ne constitue pas par lui un accès au pouvoir mais seulement le désir de choisir des hommes au pouvoir. D'ailleurs la masse masculine impose aux femmes qui désirent participer au pouvoir un modèle masculin tout en sachant que le contexte de l'activité des hommes ne peut être identique à celui des femmes. Ces dernières ne peuvent se détacher de leur milieu naturel exprimé, à juste titre par Gisèle Tremblay qui estime que si « *les femmes sortent de la maison, la maison ne sort pas d'elles* »¹².

Aussi, toute démarche en vue de la participation des femmes au champ politique nécessitait une action politique capable de contourner les contraintes culturelles, religieuses et structurelles. Il s'agit du deuxième niveau qui est lié à l'institutionnel, à la vie citoyenne et à l'engagement participatif. Ce deuxième niveau suppose un ensemble de normes. C'est par une modification constitutionnelle qu'a été introduite une action qualitative mais graduelle dans le but de promouvoir les droits politiques de la femme. L'article 31 *bis* de la Constitution de 1996 dispose que « *L'Etat œuvre à la promotion des droits politiques de la femme en augmentant ses chances d'accès à la représentation dans les assemblées élues. Les modalités d'application de cet article sont fixées par une loi organique* »¹³. Ce saut constitutionnel qualitatif ne fait que distinguer la Constitution de 1996 par rapport aux précédentes constitutions. Il est vrai que ces dernières n'ont pas manqué de consacrer le principe d'égalité sans dépasser le seuil de cette reconnaissance. En effet, l'article 12 de la Constitution de

⁶ Meriem MEKAMCHA, "La situation de la femme dans le milieu urbain et rural", Revue El Mofaker, n° 07, Faculté de droit, Université Mohamed KHIDER de Biskra.

⁷ Lettre de Victor HUGO à Monsieur Léon RICHER, "L'avenir des femmes", 7 juillet 1872 : 2, cité par Charles SOWERINE, « *La politique* », « *cet élément dans lequel j'aurai voulu vivre* » : *l'exclusion des femmes est-elle inhérente au républicanisme de la Troisième République ?* » CLIO, Histoire, femmes et sociétés (En ligne), mis en ligne le 01 décembre 2008, consulté le 12 avril 2012, URL : <http://clio.revues.org>.

⁸ Alisa DEL RE, "Femmes et partis politiques en Italie et en Europe" : la démocratie au masculin, Cahiers du genre, Hors série, n° 2, 2011/3, p. 91 et 92.

⁹ Michèle LENOBLE-PINSON, "Féminiser les noms de profession dans la langue judiciaire", Revue internationale de sémiologie juridique, n° 4, vol. 21, 2008, p.337.

¹⁰ Clara CHAPDELAIN-FELICIATI, "Les droits de l'homme de la femme" : polysémie ou andocentrisme ? Revue internationale de sémiologie juridique, n° 4, vol. 23, 2010, p. 453.

¹¹ Fatou SOW, "Les femmes, le sexe de l'Etat et les enjeux du politique" : l'exemple de la régionalisation au Sénégal, CLIO, Histoire, femmes et sociétés (En ligne), mis en ligne le 01 janvier 2005, consulté le 16 avril 2012, URL : <http://clio.revues.org>.

¹² Entrevue avec Gisèle Tremblay, "La Vie en rose", mars, avril, mai 1981, p. 28.

¹³ L'article 31 *bis* a été inséré à la Constitution par l'article 2 de la loi n°08-19 du 15 novembre 2008 portant révision constitutionnelle, (J.O.R.A n° 63 du 16 novembre 2008, p. 8).

1963, à titre d'exemple, dispose que « *Tous les citoyens des deux sexes ont les mêmes droits et les mêmes devoirs* ». Il faut dire que cette consécration constitutionnelle vient de parachever l'engagement de l'Algérie sur le plan international. En effet, l'Algérie par sa ratification de la Convention sur les droits politiques de la femme du 20 décembre 1952¹⁴, s'engage à permettre aux femmes, dans des conditions d'égalité avec les hommes, d'être éligibles à tous les organismes publiquement élus. Cette démarche a été appuyée par l'adhésion de l'Algérie à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes du 18 décembre 1979¹⁵ qui s'engage à assurer à toutes les femmes « *le droit d'être éligibles à tous les organismes publiquement élus* »¹⁶. Cette adhésion aux outils juridiques internationaux a permis au pouvoir politique d'entreprendre une action législative à même de permettre d'honorer les engagements internationaux. Il s'agit en fait d'un troisième niveau qui porte sur la désignation de qui doit décider de cette participation.

Section II : Les moyens juridiques pour surpasser les obstacles

Dans sa démarche graduelle, le pouvoir politique algérien a choisi une méthodologie progressive dans le but de contourner le phénomène de résistance. En effet et face à des obstacles qui s'avèrent bien ancrés dans la société particulièrement les obstacles religieux, sociaux et culturels, le Conseil constitutionnel, dans son avis n° 01/08 du 7 novembre 2008, considère que l'insertion de l'article 31 bis « *découle de l'exigence démocratique* » dont le socle est le paragraphe 8 du Préambule de la Constitution et « *tend dans sa finalité à élargir la représentation de la femme dans les assemblées élues et à supprimer les obstacles qui entravent son épanouissement et empêchent sa participation effective à la vie politique, économique, sociale et culturelle* » que cet article « *ne porte pas atteinte aux principes généraux régissant la société algérienne* »¹⁷. Une première lecture démontre que le Conseil constitutionnel en estimant que l'article 31 bis trouve son fondement dans le paragraphe 8 du Préambule tend à faire de cette démarche une opportunité progressive dans la consécration des droits politiques sans heurter les référents culturels, sociaux et religieux de la société. En effet, « *Ayant toujours milité pour la liberté et la démocratie, le peuple entend, par cette Constitution, se doter d'institutions fondées sur la participation des citoyens à la gestion des affaires publiques et qui réalisent la justice sociale, l'égalité et la liberté de chacun et de tous* », le Constituant algérien entend bénéficier d'une marge de liberté sans se lier sur le plan constitutionnel pour mener une réforme lente, discrète parfois invisible mais qui traverse tout le système juridique en place. En effet, en s'écartant du principe constitutionnel exprimé dans l'article 29 de la Constitution qui dispose que « *Les citoyens sont égaux devant la loi, sans que puisse prévaloir aucune discrimination pour cause de naissance, de race, de sexe, d'opinion ou de toute autre condition ou circonstance personnelle ou sociale* », le Constituant s'écarte du débat sur la force obligatoire des principes contenus dans le Préambule de la Constitution. Pourtant, dans son avis 01/ du 8 janvier 2012, le Conseil constitutionnel rejoint ce débat doctrinal par une action positive en estimant que « *La Charte pour la paix et la réconciliation nationale, approuvée par référendum populaire, est l'expression directe de la volonté souveraine du peuple ; qu'elle occupe, par conséquent, dans la hiérarchie des normes, un rang supérieur à celui des lois organiques et ordinaires au regard de la différence des procédures d'élaboration, d'adoption et*

¹⁴ Décret présidentiel n° 04-126 du 19 avril 2004 portant ratification de la Convention sur les droits politiques de la femme, adoptée le 20 décembre 1952, (J.O.R.A n° 26 du 25 avril 2004, p.).

¹⁵ Ordonnance n° 96-03 du 10 janvier 1996 portant approbation, avec réserve, de la convention de 1979 sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, (J.O.R.A n° 03 du 14 janvier 1996), décret présidentiel n° 96-51 du 22 janvier 1996 portant adhésion de la République algérienne démocratique et populaire, avec réserve, à la Convention de 1979 sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, (J.O.R.A n° 06 du 24 janvier 1996), décret présidentiel n° 08-426 du 28 décembre 2008 portant levée de la réserve de la République algérienne démocratique et populaire sur l'article 9.2 de la Convention de 1979 sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, (J.O.R.A n° 05 du 21 janvier 2009).

¹⁶ Article 7 de la Convention de 1979.

¹⁷ Avis n°01/08 A.RC/CC du 7 novembre 2008 relatif au projet de loi portant révision constitutionnelle, (J.O.R.A n° 63 du 16 novembre 2008, p. 4).

de contrôle constitutionnel »¹⁸. Etant des juges qui ont la dernière parole, le Conseil constitutionnel admet que la force obligatoire des principes contenus dans le Préambule de la Constitution ou d'une charte peut être un outil juridique imposant ou uniquement ayant un caractère orientatif. Partant de cette consécration constitutionnelle ô combien précieuse pour le mouvement féminin, une lecture du dispositif juridique fait apparaître deux trames pour l'analyse du rapport entre la femme et la vie sociale et politique. La première trame repose sur une politique de gestion des corps. Elle se manifeste par des modifications de certaines dispositions qui ne peuvent pas passer inaperçues pour un juriste aguerri. Ces dispositions consacrent le principe d'égalité sans heurter les valeurs de la société. En effet, il suffit de faire un retour sur les modifications apportées à l'arsenal juridique pour saisir cette démarche graduelle silencieuse invisible parfois. En effet, faisant suite aux recommandations de la quatrième conférence mondiale sur les femmes tenue à Pékin du 4 au 15 septembre 1995, un mouvement législatif modifiant certaines dispositions juridiques fait son apparition d'une façon plus manifeste depuis 2004. Il s'inscrit dans la ligne directe de l'objectif stratégique G.1 celui de « *prendre des mesures propres à assurer aux femmes l'égalité d'accès et la pleine participation aux structures du pouvoir et à la prise de décision* » et de l'objectif stratégique G.2, celui de « *donner aux femmes les moyens de participer à la prise de décision et d'exercer des responsabilités* »¹⁹. Cependant, une telle consécration exige des actions préliminaires tendant à reconnaître les mêmes droits et les mêmes devoirs aux hommes et aux femmes. Il s'agit de la mise en œuvre du principe d'égalité dans une forme juridique déguisée. Ainsi en est-il du code de la famille qui a introduit des dispositions tendant à consacrer le principe d'égalité comme la fixation de l'âge de mariage à 19 ans pour les deux sexes. En effet, l'article 7 de la loi n°05-02 du 27 février 2005 dispose que « *La capacité de mariage est réputée valide à 19 ans révolus pour l'homme et la femme...* »²⁰. Dans le même sens, l'article 36 rétablit l'équilibre en droits et en devoirs entre les deux époux²¹ dans sa mesure où il dispose que « *Les obligations des deux époux sont la suivantes : sauvegarder les liens conjugaux et les devoirs de la vie commune, la cohabitation en harmonie et le respect mutuel dans la mansuétude, contribuer conjointement la sauvegarde des intérêts de la famille, à la protection des enfants et à leur saine éducation, la concertation mutuelle dans la gestion des affaires familiales et l'espacement des naissances...* ». S'inscrivant dans la même démarche, le code de la nationalité consacre la reconnaissance de la nationalité algérienne d'origine par filiation maternelle en disposant qu'« *Est considéré comme Algérien l'enfant né de père algérien ou de mère algérienne* »²² et l'octroi du privilège de l'acquisition de la nationalité algérienne par le mariage avec un algérien ou une algérienne dans la mesure où l'article 9 bis du code de la nationalité dispose que « *La nationalité algérienne peut s'acquérir par le mariage avec un Algérien ou avec une Algérienne...* »²³. Cette tendance à la protection de la femme face à la domination masculine que connaît la société a connu un pas qualitatif par l'incrimination du harcèlement sexuel. En effet, l'article 341 bis du code pénal dispose qu'« *Est réputée avoir commis l'infraction du harcèlement sexuel... toute personne qui abuse de l'autorité que lui confère sa fonction ou sa profession, en donnant à autrui des ordres, en proférant des menaces, en imposant des contraintes ou en exerçant des pressions, dans le but d'obtenir des faveurs de nature sexuelle* »²⁴. Dans le même sens, le mari qui, sans motif grave abandonne volontairement...sa femme, la sachant enceinte est puni d'un emprisonnement de deux (2) mois à un (1) an et d'une amende de

¹⁸ Avis n° 01/A.CC/12 du 8 janvier 2012 relatif au contrôle de la conformité de la loi organique relative aux partis politiques, à la Constitution, (J.O.R.A n° 02 du 15 janvier 2012, p. 5).

¹⁹ Voir le rapport de la quatrième conférence mondiale sur les femmes tenue à Pékin du 4 au 15 septembre 1995, A/CONF.177L20LRev 1.

²⁰ Ordonnance n° 05-02 du 27 février 2005 modifiant et complétant la loi n°84-11 du 9 juin 1984 portant code de la famille, (J.O.R.A n° 15 du 27 février 2005, p.17), validée par la loi n° 05-09 du 04 mai 2005, (J.O.R.A n° 43 du 22 juin 2005, p.3).

²¹ Ordonnance n° 05-02 du 27 février 2005 modifiant et complétant la loi n°84-11 du 9 juin 1984 portant code de la famille, (J.O.R.A n° 15 du 27 février 2005, p.17), validée par la loi n° 05-09 du 04 mai 2005, (J.O.R.A n° 43 du 22 juin 2005, p.3).

²² Article 6 de l'ordonnance n° 05-01 du 27 février 2005 modifiant et complétant l'ordonnance n° 70-86 du 15 décembre 1970 portant code de la nationalité, (J.O.R.A n° 15 du 27 février 2005, p. 14), validée par la loi n° 05-08 du 04 mai 2005, (J.O.R.A n° 43 du 22 juin 2005, p. 3).

²³ Ordonnance n° 05-01 du 27 février 2005.

²⁴ Loi n° 04-15 du 20 novembre 2004 modifiant et complétant l'ordonnance n° 66-156 du 8 juin 1966 portant code pénal, (J.O.R.A n° 71 du 10 novembre 2004, p. 2).

25.000 DA à 100.000 DA²⁵. Cette démarche est parachevée relativement par la loi organique du 12 janvier 2012 qui fixe les modalités augmentant les chances d'accès de la femme à la représentation dans les assemblées élues par un système de quota révélé par un taux qui varie entre 20% à 50% pour l'Assemblée Populaire Nationale et de 30% à 35% pour les assemblées populaires de wilayas et de 30% pour les assemblées populaires communales des chefs-lieux de daïras et des communes de plus de 20.000 habitants²⁶. L'intitulé de la loi organique nous paraît, à lui seul significatif de la démarche méthodologique qu'entreprend le pouvoir politique en utilisant des notions qui ne reflètent en vérité qu'un choix politique capable de contourner le phénomène de résistance aux changements que peut soulever la promotion des droits politiques.

Quant à la deuxième trame, elle repose sur une politique de gestion du rôle de la femme dans la société. Elle s'inscrit dans une autre logique, celle d'une politique de gestion du rôle de la femme dans la société, particulièrement son rôle politique qui prend forme dans la loi organique. Par l'adoption de ces mesures, le pouvoir politique compte fédérer les partis autour de cette démarche du moment qu'ils sont les premiers concernés par le dispositif dans la mesure où ils ont le monopole des élections et des listes des candidatures. En effet, les dispositions de la loi organique n° 12-04 du 12 janvier 2012 relative aux partis politiques²⁷ ne sont que des outils de positionnement de la femme dans la structure du parti lors de sa création, son fonctionnement et dans son activité politique. L'article 17, alinéa 2 dispose que « *Les membres fondateurs doivent compter parmi eux une proportion représentative de femmes* ». Il en est de même pour l'article 24, alinéa 4 qui dispose que « *Le nombre de congressistes doit comprendre une proportion représentative de femmes* ». S'agissant de la direction du parti, l'article 35, alinéa 3 dispose que « *Les statuts énoncent que l'organe délibérant et l'organe exécutif du parti doivent compter, parmi leurs membres, une proportion représentative de militantes* ». Cette disposition s'applique également au sein des organes dirigeants dans la mesure où l'article 41 de la loi organique dispose que « *Tout parti politique doit comporter une proportion de femmes au sein de ses organes dirigeants* ». Ces dispositions ne sont, à notre avis qu'une confirmation de la volonté politique qui s'exprime, outre la Constitution, dans la loi organique n° 12-03 du 12 janvier 2012 fixant les modalités augmentant les chances d'accès de la femme à la représentation dans les assemblées élues. En effet, cette dernière qui impose que le nombre de femmes, figurant sur les listes électorales ne doit pas être inférieur aux proportions définies sous peine de rejet. Conscient de l'importance des partis politiques dans la mise en œuvre de la politique de participation des femmes au champ politique, le législateur a opté pour une démarche méthodologique qui consiste à placer les femmes au sein des partis politiques lors de sa création, de les faire éviter la domination masculine sur les structures dirigeantes, à les imposer sur les listes électorales et à récompenser les partis politiques par une aide financière selon le nombre de élus du parti dans les assemblées. En effet, l'article 7 de la loi organique n° 12-03 dispose que « *Les partis politiques peuvent bénéficier d'une aide financière spécifique de l'Etat, selon le nombre de leurs candidates élues aux assemblées populaires communales, de wilayas et au Parlement* ». L'article 58 de la loi organique n°12-04 retient la même disposition. Considérés, selon certains, comme étant des associations privées d'utilité publique²⁸ ou comme « *... une organisation essentielle dans la vie politique de l'Etat, qu'il exerce des activités d'intérêt général, qu'il bénéficie de subventions de l'Etat et est régi par le droit public dans sa constitution, son fonctionnement et ses attributions et qu'il ne peut, en aucun cas, se détacher du droit public* »²⁹, les partis politiques sont supposés « *relayer les aspirations exprimées par la société civile, remplir une fonction d'agrégation des demandes sociales, transmettant les inputs vers le système*

²⁵ Article 330, alinéa 2 de la loi n° 06-23 du 20 décembre 2006 modifiant et complétant l'ordonnance n° 66-156 du 8 juin 1966 portant code pénal, (J.O.R.A n° 84 du 24 décembre 2006, p. 10).

²⁶ Loi organique n° 12-03 du 12 janvier 2012 fixant les modalités augmentant les chances d'accès de la femme à la représentation dans les assemblées élues, (J.O.R.A n° 01 du 14 janvier 2012, p. 39).

²⁷ J.O.R.A n° 02 du 15 janvier 2012, p. 9.

²⁸ Alisa DEL RE, op. cit, p. 111.

²⁹ Conseil d'Etat, 5^{ème} chambre, 03 mars 2004, n° 20431, Ali Benflis c/ Sediki Mohamed et autres, disponible sur www.conseil-etat.dz.org.

politique qui les transformera en outputs »³⁰. Cependant, cette réforme qui est, selon certains, comme la grande loi du monde, l'aiguillon qui pousse les individus à avancer et à vaincre leur immobilisme et sortir de leur inaction³¹ se retrouve confrontée à un terrain inattendu, imprévisible labouré par le poids des habitudes qui, à notre avis constitue le 4^{ème} niveau de cette démarche dans la mesure où cette réforme peut se retrouver avec des interactions sociales qui peuvent contrarier la démarche participative. En effet, les femmes se heurtent à un argument pas toujours valable, selon lequel la situation actuelle résulte de la propension naturelle des femmes à s'occuper davantage du foyer que les hommes. Cette approche retenue par le pouvoir politique peut se heurter également aux valeurs dominantes dans la mesure où les valeurs de la société comme références sociales ne permettent pas une telle promotion des droits. D'ailleurs, les femmes elles-mêmes manifestent un désintérêt incompréhensible envers le champ politique qui selon Pierre Bourdieu est « *à la fois comme champ de forces et comme champ de luttes visant à transformer le rapport de forces qui confère à ce champ sa structure à un moment donné* »³². Cet espace public qui est devenu un espace masculin ne peut être reconquis que si les femmes s'organisent pour défendre des intérêts plus collectifs. En effet, le plan de la société civile constitué d'une masse modelé par l'Etat et qui apparaît comme une masse plate masculine ne reflète selon certains que le sexe de l'Etat lui-même, les valeurs dominantes, les valeurs des institutions publiques, les normes promues. Il s'agit d'éléments qui nécessitent une action collective en profondeur des femmes dans la société

Conclusion

Comme toute réforme, la participation politique de la femme en Algérie a besoin d'une patience invincible qui à elle seule s'attaque à tous les préjugés, à toutes les passions et à toutes les erreurs. Ces touches de réforme éparpillées sur plusieurs secteurs peuvent ressembler aux trous noirs, qui en astrophysique sont des trous lumineux qui sont attractifs par leur lumière mais insaisissables et impénétrables. Cependant, ils rendent le dispositif juridique creux au point de le changer complètement.

³⁰ Mathieu LAURENT, "Les structures non-partisanes dans le champ politique", Thèse, Université Panthéon-Assas, 2011, p. 14.

³¹ Alphonse VAN Den CAMP, "Des réformes", Revue Critique, Politique, Littéraire et Scientifique, 1^{ère} année, Tome III, Bruxelles, 1858, p. 5.

³² Pierre BOURDIEU, "Propos sur le champ politique," Presses universitaires de Lyon, p.15.